

Les travailleurs grecs sont l'avant-garde de la résistance

L'économie grecque est dans une crise grave et cela menace toute l'UE. Les travailleurs organisent de grèves et des actions pour défendre leur emploi.

Si quelqu'un pensait que la période des programmes d'austérité du FMI était révolue, les événements récents en Grèce devraient le détromper. La dette publique grecque de 300 Md d'euros est plus importante que le PIB annuel et elle devrait grimper jusqu'à 120 % de celui-ci en 2010. Le 27 avril, l'agence de notation SP a abaissé la note de la dette publique grecque au rang de risqué (junk), ce qui a fermé tout accès aux capitaux privés et a envoyé des ondes de choc dans les marchés financiers dans le monde.

En fait une énorme proportion du déficit actuel vient du paiement des intérêts sur les emprunts effectués dans le passé et dont la plupart sont détenus par les banques allemandes et françaises. Alors que les médias occidentaux répètent que « les Grecs nous prennent notre argent », c'est les banques des grands pays impérialistes qui sont en train de spolier la Grèce. Maintenant ils veulent mettre les travailleurs de ce pays à un régime de famine. La Grèce est aujourd'hui piégée dans la dette de façon similaire aux pays de l'Amérique Latine dans les années 80 et aux pays africains dans les années 90. La seule différence est que la Grèce est membre de l'UE et de la zone euro.

Cette crise, et son instrumentalisation par les grands pays impérialistes, menace potentiellement la monnaie commune et la stabilité de l'UE même. Faire traîner les négociations, et de cette façon alimenter la spéculation jusqu'à ce que cela ferme toute autre option pour le gouvernement grec, est une manoeuvre pour obliger les Grecs à accepter toute entière la médecine, ou plutôt le poison néolibéral.

L'Allemagne et la France, et leurs banques et grandes entreprises, poursuivent deux objectifs en réduisant la Grèce à la famine. D'abord, mettre la pression sur les autres travailleurs européens pour qu'ils fassent des concessions tout aussi drastiques et surtout pour qu'ils ne ripostent pas. L'autre but est de montrer aux petits pays « périphériques » de

l'UE qui est le maître, peu importe ce qui est dit dans le Traité Européen. Non seulement les banques et les grandes entreprises utilisent la crise pour avaler leurs rivaux plus petits et s'emparer de leurs marchés, mais ces pays essaient de facto d'établir une puissante autorité politique centrale qui soit capable, à une échelle mondiale, de rivaliser avec les Etats-Unis, le Japon et la Chine dans la course aux marchés, aux matières premières et aux sources de travail pas cher.

En 2008-2009, les dirigeants comme Obama, Brown, Merkel et Sarkozy ont justifié leurs énormes plans de sauvetage des banques et de l'industrie automobile par la nécessité d'éviter une Grande Dépression comme en 1930, peu importe le coût. Aujourd'hui toutefois les mêmes affirment dans la meilleure tradition néo-libérale que la Grèce doit imposer une récession sans précédent et de longue durée à ses travailleurs et petits paysans. Les experts de la Deutsche Bank prévoient une récession de moins 7.5 % du PIB jusqu'en 2012 et le chômage à 20 %, c'est-à-dire un million de personnes.

La crise d'avril a été déclenchée par les traders qui spéculaient sur la possibilité que la Grèce ne rembourse pas ses dettes existantes. Même avant cela, toutefois, les capitalistes grecs, les dirigeants de l'UE et le FMI avaient accumulé la pression sur le gouvernement du PASOK qui avait été élu il y a seulement six mois sur la base d'un programme de résistance face à l'austérité. Le gouvernement avait cédé et proposé ce qu'il a appelé, avec un cynisme éhonté, le « Programme de Stabilité et Développement ».

Cela exigeait une coupe de 10% dans le salaire des fonctionnaires, une augmentation de 2% de la TVA, des coupes de 10% dans les dépenses publiques, une augmentation de l'âge de la retraite de deux ans et une coupe de 100 millions d'euros dans le budget de l'éducation. En plus, il y aura une coupe de 35 % dans le budget pour des services comme la garde des enfants après l'école et pour des programmes d'aide aux personnes âgées qui vivent seules. En tout, une « économie » de 4

milliards d'euros destinée à envoyer un message rassurant à l'UE et aux marchés internationaux. Mais cela n'a pas satisfait ni les spéculateurs ni les grandes puissances de l'UE, en particulier l'Allemagne. La combinaison de la spéculation rampante et du retard sur retard dans l'approbation de l'aide de l'UE à la Grèce a obligé le gouvernement grec à emprunter jusqu'au point où il ne peut plus emprunter assez pour payer les intérêts sur la dette.

Une commission tripartite d'experts de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et de la FMI a débarqué à Athènes pour imposer des coupes encore plus importantes au gouvernement. Il faudrait maintenant une coupe de 15 % des salaires des travailleurs du public et du privé, l'âge de la retraite à 67 ans et une réduction des retraites, d'autres suppressions d'emplois dans le secteur public, l'abolition des conventions collectives entre syndicats et patronat, l'abolition de toute restriction légale aux licenciements dans le privé et encore des coupes dans l'éducation avec l'augmentation de la taille des classes.

Malgré cela, les dirigeants européens poussent la Grèce au bord de la faillite. Le Président de l'UE Herman Van Rompuy a convoqué une conférence de la zone euro pour le 10 mai, le jour après les élections régionales en Allemagne et seulement neuf jours avant l'échéance d'un remboursement de neuf milliards par Athènes.

Les travailleurs grecs ont riposté. Les travailleurs des transports, les dockers, les enseignants, les travailleurs des musées ont fait grève et manifesté quand les trois pro-consuls du Capital sont arrivés en demandant les coupes. Il y a eu deux grèves générales de 24 heures et une troisième est prévue le 5 mai. Les travailleurs du public et du privé y participeront. Le syndicat de fonctionnaires ADEDY et la Confédération Générale des Travailleurs Grecs (CGTG) ont appelé à la grève leurs 2.5 millions d'adhérents, moitié de la force de travail.

On prévoit une crise sociale majeure quand les nouvelles mesures d'austérité seront annoncées, une crise plus grave que celle de Décembre 2008. En fait le pays est déjà rentré, en 2008-2009, dans une situation pré-révolutionnaire. Les travailleurs peuvent stopper le paquet de mesures de famine mais pour cela ils doivent aller au delà des grèves d'un jour. La seule voie est celle d'une grève générale illimitée des travailleurs du public et du

privé, rassemblant aussi les retraités et la population rurale qui sera aussi ruinée par les coupes.

Un problème majeur devant les travailleurs est le manque d'unité de combat dans leurs mobilisations. Les plus grandes fédérations, celle proche du PASOK, la CGTG-ADEDY, ont souvent refusé de combiner leurs actions avec les fédérations liées au KKE, le Parti Communiste Grec (stalinien), PAME (Front Militant de Tous les Travailleurs) et vice-versa.

Les travailleurs dans les plus grandes fédérations doivent lutter pour que leurs dirigeants rompent avec le PASOK, qui s'est montré dans la pratique être le représentant des patrons grecs et de l'UE. Les travailleurs du PAME doivent exiger de rompre avec la politique nationaliste du KKE et son refus têtu d'appeler à une grève générale illimitée, ce que les dirigeants justifient en disant que, depuis la désintégration de l'URSS, le rapport de force n'est pas à faveur des travailleurs. En fait il n'y a pas de choix parce que seule une grève générale peut rompre la résistance du gouvernement, appuyé comme il est par l'UE et la FMI. Mais sortir de l'UE et restaurer la drachma n'est pas une solution. Sous le capitalisme, cela signifierait une crise encore plus grave : l'effondrement des échanges et l'hyperinflation, tout en isolant les travailleurs grecs de leurs camarades dans le reste d'Europe.

Les travailleurs grecs doivent donc exiger l'unité d'action de leurs dirigeants. Mais, comme les dirigeants souvent refusent l'unité au sommet, la base doit faire cela au niveau local et de l'entreprise. La formation de conseils d'action locaux et régionaux peut permettre cela, en rassemblant des délégués de tous les syndicats, des organisations étudiantes et des organisations des petits paysans.

Comme la police grecque a souvent montré sa brutalité, il est essentiel que les travailleurs et les jeunes organisent une puissante milice d'auto-défense. Cela peut aussi donner un point de ralliement pour les jeunes militants et les éloigner de l'impasse de la tactique anarchiste et du black block d'incendier les boutiques et les cafés. Cela repousse sans nécessité la classe moyenne et la dirige dans les bras de la droite.

Toutefois, sans des objectifs clairs, sans un plan d'action, l'unité à elle seule ne sera pas suffisant pour faire face aux attaques combinées de l'UE-FMI, des patrons grecs et du gouvernement.

Le coeur d'un programme d'action efficace doit être le rejet de TOUTES les coupes : TOUTES les réductions de salaire, TOUTE augmentation de l'age de la retraite, TOUTE suppression d'emploi dans le public ou le privé. Des conseils d'action doivent rassembler les travailleurs du privé et favoriser leur adhésion aux syndicats avec aussi la revendication d'une augmentation salariale. Ils doivent aussi lutter pour les petits paysans, non seulement défendant leurs prêts mais aussi pour les augmenter et exiger l'annulation de leurs dettes et hypothèques.

De cette façon, toute la population et une grande partie de la classe moyenne peut être rassemblée autour des grévistes. Les chômeurs et la jeunesse peuvent être gagnés en exigeant un emploi ou des allocations à la hauteur d'un salaire : du travail ou des allocations correctes pour tous. En prenant le contrôle des banques et des grandes entreprises sans indemnisation pour leurs propriétaires nous pourrions trouver l'argent pour cela.

Des milliers de militants de base des grands partis de la classe ouvrière grecque – KKE et SYRIZA (la coalition de la Gauche Radicale) avec les groupes de l'extrême gauche dans ANTARSYA, sont en première ligne de la résistance. Il faut maintenant mettre la pression sur les dirigeants officiels afin que ces partis forment un front uni de résistance. Il faut que ces forces s'unissent pour organiser des conseils d'action pour la grève générale et une milice de défense préparant ainsi la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Qui sommes nous ?

Nous sommes les militants en France de la Ligue pour la Cinquième Internationale, une organisation communiste révolutionnaire. Notre programme « De la résistance à la révolution » et nos positions dans la lutte de classe sont fondés sur les œuvres de Marx, Engels, Lenine et Trotsky, sur les documents révolutionnaires des premiers quatre congrès de la Troisième Internationale et sur le Programme de Transition de la Quatrième Internationale.

La Ligue pour la Cinquième Internationale (LCI) ne prétend pas être l'Internationale Révolutionnaire : nous sommes une tendance révolutionnaire internationale formés de groupes qui luttent pour construire une telle internationale. La dernière Internationale révolutionnaire (la Quatrième) s'est effondré dans les années 1948-51. La LCI veut construire Cinquième Internationale et le nouveau parti mondial de la révolution socialiste. Si tu as une conscience de classe, si tu es un militant anticapitaliste, si tu es internationaliste, rejoins-nous !

En effet une grève générale pose clairement la question : quelle classe doit être au pouvoir en Grèce ? L'avant-garde militante prendre à bras le corps les tâches politiques nécessaires pour répondre à cette question. Cela inclut l'appel à un gouvernement des travailleurs pour résister à toutes les coupes et les abroger, pour prendre le contrôle des banques et des grandes entreprises et les faire tourner sous contrôle ouvrier, en développant un plan de production. Un gouvernement ouvrier doit avoir comme tâche centrale la dissolution des forces armées répressives de l'état capitaliste et les remplacer par les masses, les travailleurs et les petits paysans en arme, et l'expropriation du grand capital et des banques.

Au milieu d'une crise capitaliste internationale de dimension historique, dans un pays où il y a des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes révolutionnaires, les groupes d'extrême gauche et les mouvements de la base dans les partis ouvriers et les syndicats doivent unir leurs forces pour lancer un appel à la formation d'un nouveau parti anticapitaliste révolutionnaire.

On peut arriver à cela par l'unité autour d'un nouveau programme d'action, qui fait le lien entre la résistance aujourd'hui et un gouvernement des travailleurs et des petits paysans basé sur des conseils d'action. Il devra travailler dans un cadre international, luttant pour des Etats Unis Socialistes d'Europe. Il doit être la section grecque d'une nouvelle Internationale, la Cinquième. Une conférence d'unité révolutionnaire doit être convoquée pour élaborer, débattre et adopter un tel programme.

Les actions du FMI et de l'UE ne visent pas seulement les travailleurs grecs, mais elles veulent aussi donner une leçon aux travailleurs de toute Europe : la Grèce aujourd'hui, VOUS demain ! S'ils arrivent à leur fin, et si les travailleurs grecs sont obligés à se soumettre à des coupes barbares, des programmes similaires seront déployés à travers l'Europe.

Du point de vue international, il faut lancer un appel à des actions de solidarité avec la résistance grecque. Et la meilleure façon de faire cela est de faire comme eux, de descendre dans la rue avec leurs mots d'ordre : Nous ne paierons pas pour leur crise, ça suffit comme ça ! Travailleurs soulevez-vous !

Touche pas aux retraites ! Non à l'austérité ! Aux capitalistes de payer pour leur crise !

Derrière la crise grecque et puis celle de l'euro, se profile une guerre de classe sans pitié. Après le peuple grec, celui du Portugal, d'Espagne, d'Italie, ce sont les travailleurs français qui sont menacés par un plan de rigueur sans précédent se rajoutant aux attaques contre les retraites. Avec le gel des budgets annoncé par Fillon, le plan de rigueur de 100 milliards ne pourra que frapper de plein fouet les travailleurs du public, les services publics et au delà toute la classe ouvrière, entre autre par une réduction des allocations. Selon certains économistes, « une refonte de notre modèle social » est nécessaire.

En clair, le capitalisme s'enfonce dans une crise historique. Les gouvernements ont sauvé de la faillite généralisée les banques et tous les requins de la finances. Aujourd'hui, les mêmes états sont à leur tour au bord de la faillite et s'en prennent aux travailleurs. Si on les laisse faire, c'est bien les travailleurs qui paieront pour la crise d'un système qui n'est pas le leur. Par exemple, en Grèce, on évoque une baisse de pouvoir d'achat allant jusqu'à 30 %, frappant une classe ouvrière déjà parmi les plus pauvres du continent. Cette nouvelle série d'attaque s'ajoute à celle déjà programmée contre les retraites, qui, derrière un rideau de mensonges répandues depuis des années par tous les média, voudrait nous faire travailler plus et nous spolier d'une pension qui déjà aujourd'hui est souvent insuffisant pour vivre.

Aujourd'hui, les syndicats nous appellent à une nouvelle journée d'action le 27 mai. Parallèlement, un front de partis politiques s'esquisse avec PCF, PG et NPA, ATTAC, la Fondation Copernic etc.

Comment lutter efficacement contre la réforme de retraite et les nouvelles mesures d'austérité ? Pour nous il est clair qu'il ne faut pas se limiter à une journée d'action tous les deux mois. La gravité de l'attaque nécessite un mouvement social d'ampleur. Nous devons mobiliser travailleurs du public et du privé, jeunes et précaires, autour d'un programme d'urgence social à élaborer ensemble et dont les mots d'ordre clé devraient être : La retraite pour

tous à taux plein à partir de 60 ans ! Non à la suppression de postes dans les services publics : une embauche pour un départ à la retraite. Finançons les retraites et les services publics par une augmentation massive des impôts sur les riches et les profits. Non au chômage, aux licenciements, aux fermetures de site. Nous devons nous battre pied à pied contre toute fermeture d'usine, avec grève, piquets et occupations. Pour un plan massif de travaux publics, écoles, hôpitaux, HLM, financé par des nouveaux impôts sur les riches. Non à la précarité : transformation des CDD et autres emplois précaires en CDI. Régularisation de tous les sans papiers.

L'ampleur de ce mouvement nécessite l'unité des organisations qui se réclament de la classe ouvrière. Dans les quartiers, les usines, les entreprises, nous devons organiser des assemblées unitaires pour former des comités de lutte contre les attaques du gouvernement et contre l'austérité. Nous ne voulons pas d'une campagne « citoyenne » qui se limite à accompagner les décisions des syndicats. C'est là la limite principale de l'appel Copernic et de ceux qui s'appuient sur ce texte.

Il faut en effet tirer le bilan de la campagne « citoyenne » contre la privatisation de la poste. Malgré une mobilisation massive, il n'y a pas eu de jonction avec les syndicats de la poste et le tout s'est soldé avec un échec. Ce serait une faiblesse majeure de laisser encore une fois mouvement syndical et front politique agir séparément, tous les deux dans une direction réformiste, de gestion du système.

C'est notre avenir à tous qui se joue, à nous de décider démocratiquement du mouvement, des formes de lutte, de qui négocie quand et comment. Pas question de laisser les bureaucrates syndicaux négocier sur notre dos cet été. Dans toutes les AG, nous devons exiger que syndicats et partis politiques mettent tous leurs moyens au service du mouvement et acceptent une démocratie par la base.